

**Conseil de sécurité**Distr. générale  
24 mai 2021

Original : français

---

**Lettre datée du 24 mai 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Vous avez été destinataire, le 16 mai 2021, d'une lettre de l'Ambassadrice, Représentante permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies (ONU), vous transmettant une correspondance, truffée de mensonges, sur le Sahara marocain.

À cet égard, le Royaume du Maroc regrette profondément que l'Afrique du Sud persiste dans son rôle de messenger d'un imposteur prétendant jouir d'une accréditation de soi-disant « ambassadeur représentant du polsario à l'ONU ». Ce que l'Organisation ne lui a jamais reconnu. Aussi, l'Afrique du Sud est-elle appelée à se conformer à la position officielle de l'Organisation des Nations Unies, telle qu'exprimée par le Secrétaire général de l'ONU dans ses rapports au Conseil de sécurité, notamment [S/2020/938](#) (par. 8 et 13), [S/2018/277](#) (par. 16) et [S/2017/307](#) (par. 22), qui qualifient ce faussaire de simple « représentant du polsario à New York » et nullement à l'ONU. L'Afrique du Sud confond peut-être « NY » avec « UN ».

N'en déplaise à l'Afrique du Sud, elle ne trouvera ni sur le site officiel de l'ONU, ni dans l'annuaire diplomatique le « Livre bleu », et encore moins dans aucun document de l'Organisation des Nations Unies, la moindre référence à une soi-disant représentation de ce groupe armé auprès de l'ONU. L'insistance de l'Afrique du Sud à vouloir valider cette usurpation de statut ne saura induire en erreur le Conseil de sécurité, ni conférer la moindre légitimité à une soi-disant représentation qui n'existe que dans les camps de Tindouf, en Algérie.

L'Afrique du Sud devrait s'interroger pourquoi l'Algérie, qui a créé le « polsario », le finance, l'arme et lui mobilise tout son appareil diplomatique, ne charge pas sa Mission permanente auprès de l'ONU de la transmission de la lettre mensongère de cet imposteur au Conseil de sécurité. Et pourquoi l'Algérie, la partie principale à ce différend régional, délègue régulièrement cette besogne illégale à l'Afrique du Sud.

Par ailleurs, le Royaume du Maroc condamne le cautionnement par l'Afrique du Sud d'une terminologie fallacieuse de la nature du différend régional sur le Sahara marocain, ainsi que les allégations mensongères sur la situation des droits de l'homme dans ses provinces sahariennes. L'Afrique du Sud feint d'ignorer que le Conseil de sécurité dans ses résolutions successives, dont la [2548 \(2020\)](#) du 30 octobre 2020, « se félicit[e] à cet égard des mesures et initiatives prises par le Maroc, du rôle joué par les commissions du Conseil national des droits de l'homme à Dakhla et à



Laayoune et de l'interaction entre le Maroc et les mécanismes relevant des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies ».

L'Afrique du Sud est mal placée pour s'ériger en avocat des droits de l'homme. En effet, les organisations internationales des droits de l'homme dénoncent régulièrement les atteintes graves aux droits de l'homme en Afrique du Sud, notamment, les droits des minorités et des populations autochtones, ainsi que les exécutions extrajudiciaires et sommaires, etc. Il est regrettable qu'au moment où la communauté internationale s'apprête à célébrer le vingtième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Durban contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, les migrants, réfugiés et demandeurs d'asile des pays africains frères installés en Afrique du Sud continuent d'être victimes de violence et crimes racistes et xénophobes et de campagnes haineuses à leur encontre.

L'accointance idéologique de l'Afrique du Sud avec le séparatisme du « polissario » ne saurait pardonner l'aveuglement politique de ce pays sur le différend concernant le Sahara marocain. De même, son soutien inconditionnel à ce groupe armé ne saurait justifier son silence complice sur les crimes perpétrés contre les populations séquestrées dans les camps de Tindouf, y compris par le « chef » de cette milice, le dénommé brahim ghali, poursuivi en Espagne pour des crimes de guerre et contre l'humanité, actes terroristes et viols.

Le déni de la position du Conseil de sécurité sur la question du Sahara marocain par l'Afrique du Sud entache indélébilement sa crédibilité en tant que pays qui aspire à jouer un rôle dans le maintien de la paix et de la sécurité au nom du continent africain. Une telle responsabilité ne pourrait être confiée qu'aux pays qui œuvrent pour la paix et l'unité du continent, loin de toute position partisane ou idéologique.

Je vous saurai gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Omar **Hilale**